



TCRI

Table de concertation
des organismes au service
des personnes réfugiées
et immigrantes

Communiqué de presse
Pour diffusion immédiate

Journée mondiale des réfugié-es : le droit d'asile protège chacun-e d'entre nous

Montréal, le 20 juin. En cette Journée mondiale des réfugié-es, la Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes (TCRI) salue la résilience des personnes en quête de protection et rappelle à l'ensemble de la société que, devant les conflits et la persécution, toute personne a le droit de solliciter l'asile. Le Canada, signataire de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés, s'est engagé à respecter ce droit dans sa législation.

La montée des actes et des discours haineux à l'égard des personnes réfugiées, immigrantes et racisées est le résultat de nombreuses déclarations stigmatisantes de la part de certains dirigeants, pourtant garants, par leur fonction, des valeurs et des droits protégés par la Charte canadienne des droits et libertés et la Charte québécoise des droits et libertés de la personne. Ces dérives discriminatoires entraînent des exclusions inacceptables, qui provoquent des conséquences réelles : elles fragilisent le vivre-ensemble, l'intégration des nouveaux arrivants et la capacité de chacun à contribuer pleinement à la société.

Le Québec est une société ouverte, attachée à la somme de ses communautés et à l'idée que chaque personne puisse y trouver sa place, peu importe son parcours ou son statut. Il est important de rappeler que les personnes en quête de protection sont appelées à s'établir durablement au Québec. Il serait donc un très mauvais calcul de les maintenir à l'écart, de les précariser ou de freiner leur intégration alors même qu'elles contribuent déjà à la société québécoise.

À l'occasion de la Journée mondiale des réfugié-es, la TCRI exhorte les gouvernements à éliminer les obstacles à l'intégration des personnes en demande d'asile et à fournir des ressources supplémentaires aux organismes qui les accompagnent, dans un contexte où les récentes réformes du système de protection des personnes réfugiées compromettent gravement leurs droits au Canada. Elle les appelle à s'appuyer sur ses [recommandations](#) pour promouvoir et pratiquer un accueil qui tienne compte de la vulnérabilité et de la situation particulière des personnes en quête de protection.

Contact médias :

Delphine Mas, coordonnatrice des communications à la Table de concertation des organismes



TCRI

Table de concertation
des organismes au service
des personnes réfugiées
et immigrantes

au service des personnes réfugiées et immigrantes (TCRI) à mas@tcri.qc.ca ou au (438) 338-9520.